



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 6 JUILLET 2021

DELIBERATION N° 2021/050

Institution de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection IFCE

DATE DE CONVOCATION
30 juin 2021

L'an deux mille vingt et un,
Le six juillet à vingt heures trente
Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique
sous la présidence de Monsieur Philippe VIDAU.

**DATE D'AFFICHAGE
DU COMPTE RENDU**
7 juillet 2021

Etaient présents : Philippe VIDAU, Maire
Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Lucette TRALEGLISE - Dorian POUMEAUD - Annie PASCAREL- Michel DONZEAU -
Helga REMY - Jean-Pierre LABORIE
Mesdames et Messieurs les Conseillers
Marie-Christine VERGNE, Philippe SANTIN, Marc ROULET, Gisèle PERIER-
BRIENCHON, Jean-François BORDAS, Pierre Jean VIALLE, Christophe BELLINA,
Francine DARLAVOIX, Karine DESCHAMPS, William POUMEAU, Gilbert JAUGEAS,
Sylvie DE CARVALHO-PEYROUT, Delphine SARCOU, Laurent MOREAU.

NOMBRE DE CONSEILLERS
En exercice : 27
Présents : 21
Votants : 27

Absents excusés :
Monique MANIERE donne pouvoir à Marc ROULET
Michel JUGIE donne pouvoir à Lucette TRALEGLISE
Robert DALLES donne pouvoir à Philippe SANTIN
Sophie CHEVREUX donne pouvoir à Marie-Christine VERGNE
Christelle CHATAURET donne pouvoir à Francine DARLAVOIX
Johanna GERAUD donne pouvoir à Dorian POUMEAUD

forment la majorité des membres en exercice.
Le **quorum** étant atteint, le Conseil municipal peut délibérer.
Jean-François BORDAS a été élu secrétaire de séance.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'en date du 22 mai 2019 et par délibération n° 201-039, le Conseil municipal a institué l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections.
Mais il y a lieu de modifier la délibération du fait d'heures supplémentaires effectuées lors de différents scrutins par de nouveaux agents et en conséquence de nouveaux grades.

Monsieur le Maire rappelle qu'en application de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et du décret n°91-875 du 6 septembre 1991, l'assemblée délibérante fixe le régime indemnitaire de ses agents dans la limite de celui dont bénéficient les différents services d'Etat.

Des primes et indemnités spécifiques liées à des sujétions particulières ou à des missions particulières peuvent être instituées.

Les primes et indemnités sont attribuées sur la base d'une décision de l'organe délibérant : elles se distinguent, en cela, des éléments obligatoires de rémunération qui sont le traitement indiciaire et éventuellement le supplément familial servis aux agents territoriaux.

Concernant les indemnités pour élections, deux indemnités sont possibles au regard du statut et de la situation administrative des agents concernés :

- ✓ soit en versant l'indemnité horaire de travaux supplémentaires (IHTS) pour les agents éligibles aux IHTS (catégorie C et B) en application du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,
- ✓ soit en versant l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) pour les agents exclus du bénéfice des IHTS (catégorie A) en application de l'arrêté ministériel du 27 février 1962

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 modifié relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu l'arrêté du 27 février 1962 modifié relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées à certains fonctionnaires communaux,

Vu l'arrêté du 12 mai 2014 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés, Vu les crédits inscrits au budget,

Vu la délibération du conseil municipal du 19 décembre 2002, visée le 23 décembre 2002, portant sur la refonte, au 1^{er} janvier 2003, du régime d'indemnisation des heures et travaux supplémentaires applicables aux agents de la commune d'Objat,

Vu la délibération n° 2018-024 du Conseil municipal du 15 mars 2018 instaurant notamment l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) et le Complément d'Indemnisation Annuel (CIA) au 1^{er} avril 2018,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

- DECIDE

1 / DE RETIRER la délibération n° 2019-039.

2 / D'INSTITUER les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) pour les agents éligibles

Cette indemnité est instituée au titre de la parité avec les agents de l'Etat selon les modalités décrites ci-après et dans la limite des textes applicables à savoir le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées à la demande du chef de service dès qu'il y a dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail dans le cadre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail.

Les IHTS peuvent être versées aux fonctionnaires de catégorie C et aux fonctionnaires de catégorie B dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires.

Les IHTS sont versées aux agents titulaires, stagiaires, aux agents non titulaires à temps complet, à temps partiel, à temps non complet dès lors que la réalisation d'heures supplémentaires les conduit à dépasser la durée légale du travail (35 heures). En dessous des 35 heures, les agents à temps non complet bénéficieront d'heures complémentaires.

En conséquence, il y a lieu de prévoir la possibilité de rémunérer les heures supplémentaires effectuées par les agents relevant des grades suivants :

<i>Filière</i>	<i>Cadre d'emplois Grades</i>	<i>Fonctions ou service</i>
<i>Administrative</i>	<i>Adjoint administratif (Cat C) Rédacteur (Cat B)</i>	<i>Administration générale</i>
<i>Technique</i>	<i>Adjoint technique (Cat C) Agent de maîtrise (Cat C) Technicien territorial (Cat B)</i>	<i>Technique</i>
<i>Police municipale</i>	<i>Agent de police (Cat C)</i>	<i>Police municipale</i>

Le nombre maximum d'heures supplémentaires par agent ne peut excéder 25 heures mensuelles pour un agent à temps plein.

Toutefois, ce contingent peut être dépassé lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et ce, pour une durée limitée, sur décision du chef de service qui en informe immédiatement les membres du Comité Technique (CT).

Modalités en cas d'indemnisation :

Le versement des heures supplémentaires s'effectuera en application des dispositions prévues par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

3 / D'INSTITUER l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Election (IFCE) pour les agents de catégorie A (non éligibles aux IHTS) : cette indemnité est cumulable avec le RIFSEEP.

Cette indemnité s'adresse aux agents qui participent à l'organisation du scrutin et qui sont exclus du bénéfice des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

Le versement de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection (IFCE) s'effectuera en application des dispositions prévues par l'arrêté du 27 février 1962.

Le montant de référence pour le calcul de cette indemnité forfaitaire est celui de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires de 2^{ème} catégorie assorti du coefficient 8.

Lorsqu'un agent est seul à pouvoir bénéficier de ce dispositif, la somme individuelle allouée pourra être portée au taux maximal possible, c'est-à-dire le quart (pour les élections présidentielles, législatives, régionales, cantonales, municipales, communauté européenne et référendums) ou le douzième (pour les autres élections notamment sénatoriales ou prud'homales) de l'indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial (IHTS de deuxième catégorie).

4 / DE FIXER les bénéficiaires comme suit pour la perception de ces indemnités :

Les bénéficiaires des indemnités précitées (IHTS et IFCE) sont les agents titulaires, stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel en fonction dans la collectivité.

Ces indemnités sont étendues aux agents contractuels de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.

5 / QUE le paiement de ces indemnités sera effectué après chaque tour de consultations électorales.

6 / D'AUTORISER l'autorité territoriale à procéder aux attributions individuelles en fonction du travail effectué à l'occasion des élections par le biais d'un arrêté individuel

7 / DIT que les crédits nécessaires à la rémunération de ou des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet.



Fait et délibéré les jours, mois et an susdits
Pour extrait certifié conforme au registre
Le Maire


Philippe VIDAU